



Collectif pour le Triangle de Gonesse (CPTG)

Octobre 2022

Note sur la Cité scolaire internationale sur le Triangle de Gonesse

Historique du projet

Le 7 mai 2021, soit 18 mois après l'abandon du complexe commercial et de loisirs EuropaCity, porté par le groupe Auchan sur le Triangle de Gonesse, le Premier ministre Jean Castex est venu à Gonesse et a *déclaré «la ligne 17 du Grand Paris Express sera bien menée à son terme jusqu'au Mesnil-Amelot par la Société du Grand Paris. »*

Cette ligne 17 constituerait une nouvelle offre de transport en radiale après le RER B et la construction en cours de la ligne directe CDG Express pour relier le pôle de Roissy à Paris. Elle ferait de Roissy, le premier aéroport au monde relié à son cœur d'agglomération par trois lignes de transport lourd.

Pour justifier la ligne et la gare Triangle de Gonesse, M. Castex a annoncé la décision d'implanter trois projets portés par la puissance publique dans la zone de la gare : une Cité scolaire avec internat, une administration d'État qui devait être désignée avant fin 2021 (mais toujours non précisée) et le volet agricole d'Agoralim¹ porté par la SEMMARIS, société d'économie mixte gestionnaire du MIN de Rungis.

Présentation de la Cité scolaire internationale par Jean Castex

Concernant cet équipement, Jean Castex a déclaré : *« en partenariat étroit avec la présidente de région et la présidente du conseil départemental, nous avons décidé d'implanter dans cette zone une cité scolaire internationale, structure d'excellence dédiée au parcours du jeune, de l'école au post-bac, combinant une ouverture internationale et une insertion réussie. Dotée d'un internat, véritable levier pour l'égalité des chances, elle va permettre de former tous les ans 600 collégiens et 1500 lycéens à des métiers d'avenir pour le territoire : l'hôtellerie et la restauration, mais aussi l'alimentation et l'agriculture biologique, en lien, avec une exploitation agricole en son sein ».*

¹Le projet Agoralim, porté par la Semmaris, est une extension du MIN de Rungis, au nord de l'Île-de-France.

Jean Castex l'a défini comme *« une plateforme de distribution alimentaire, mais aussi un projet de développement des circuits courts et de la production locale. »*

Les jeunes pris en otage pour justifier une gare en plein champ

Avec cette annonce, le Premier ministre avait oublié de prendre en considération les nuisances d'une zone frappée par les Plans d'Exposition au Bruit (PEB) des aéroports de Roissy et du Bourget qui y interdisent la construction de logements.

De nombreuses études montrent les effets néfastes des nuisances aériennes sur les capacités d'apprentissage. De plus, cette zone est exposée aux bruits nocturnes, le pôle de Roissy n'ayant pas de couvre-feu malgré des années de réclamations des riverains.

Une telle décision est irresponsable. Il s'agit du seul projet annoncé sur le Triangle qui avance à marches forcées.

En juillet dernier, Madame Valérie Pécresse a signé le premier appel d'offre pour la construction de cette cité scolaire. C'est prendre les jeunes de l'Est du Val d'Oise en otage pour justifier une gare en plein champ à plusieurs kilomètres de leur lieu d'habitation, quand il existe en centre-ville des espaces disponibles pour construire le collège, le lycée et l'exploitation agricole dont ils ont besoin, accessibles à pied ou à vélo. Comme Monsieur Castex elle oublie les nuisances des aéroports et en plus elle précise le lieu d'implantation sur le Triangle de Gonesse à 500m de la stèle érigée pour commémorer le crash du Concorde et à quelques mètres d'un espace agricole exposé aux épandages de pesticides.

L'appel d'offre nous indique « Entre 2013 et 2019 la population lycéenne dans les lycées de Sarcelles Gonesse a augmenté de 14,1% (contre 7,1% à l'échelle régionale). Face à la pression démographique constatée sur le Val d'Oise, la Région Île-de-France a voté dans le cadre de la revoyure de son PPI (votée en février 2021) la réalisation d'un lycée neuf sur le territoire de Gonesse, de 1200 places d'enseignement général et technologique qui répond ainsi au besoin identifié dans le sud de ce territoire.

Parallèlement à ce vote, un plan d'actions pour le Val d'Oise dit « trajectoire de confiance » a été mis en place pour répondre aux enjeux démographiques et sociaux du territoire avec la création d'une cité scolaire à vocation internationale avec un lycée polyvalent de 1650 places et un collège de 600 places, en lien avec un campus des métiers et des qualifications. La cité scolaire accueillera environ 2250 élèves et sera dotée d'un internat d'excellence estimé à 300 places.

Compte tenu de sa localisation, de sa desserte par les transports en commun (gare du triangle de Gonesse devant entrer en service en 2028) et de son foncier disponible, le site désigné pour accueillir la cité scolaire est localisé dans la communauté d'agglomération de Roissy Pays de France, dans le triangle de Gonesse (département du Val d'Oise).

Le site est localisé à plus d'une heure à pied de la gare « Villiers-le-Bel – Gonesse – Arnouville » du RER D. Onze lignes de bus régulières desservent actuellement cette gare SNCF »

De ces informations, le CPTG en déduit qu'il y a un besoin immédiat d'un nouveau lycée et d'un nouveau collège pour faire face à l'accroissement des effectifs de l'entité urbaine Gonesse, Sarcelles, Villiers-le-Bel, Arnouville et Garges-lès-Gonesse. Qui peut imaginer que la meilleure et la seule localisation est sur le Triangle de Gonesse ? Au lieu d'accélérer la construction des établissements scolaires dont le territoire a besoin, cette décision de la région en accord avec le département est le meilleur moyen pour retarder les ouvertures des établissements.

La gare Triangle de Gonesse de la ligne 17 nord venant du Bourget et desservant des zones d'activités ne serait d'aucune utilité pour les jeunes de l'est du Val d'Oise domiciliés le long du RER D qui seraient affectés dans cette Cité scolaire.

Un entêtement destructeur

Cette gare avait été décidée en raison de la promesse -sans la moindre preuve - d'importantes fréquentations prétendues : 31 millions de visiteurs et 10 000 emplois à EuropaCity et son centre d'affaires associé (40 000 emplois), ainsi que 30 millions de passagers et 30 000 emplois pour l'extension de l'aéroport (T4) repoussée sine die. Tandis qu'une douzaine de projets du Grand Roissy programmés en 2012 est à l'arrêt, avec d'importantes disponibilités foncières (dont Aérolians à Tremblay ; Roissy Tech et International Trade Center à Roissy). Sans compter la friche PSA qui est venue se rajouter à la liste, sur lequel il reste une centaine d'hectares très bien situés et desservis par autoroute et voie ferrée.

Cet entêtement à vouloir urbaniser ce patrimoine commun que représente les excellentes terres agricoles du Triangle de Gonesse, nous oblige à poursuivre notre mobilisation tous azimuts et les actions entreprises depuis 2011.

Le Collectif pour le Triangle de Gonesse (CPTG) souhaite interroger les syndicats enseignants et associations de parents d'élèves sur la localisation mortifère de cette Cité scolaire.